

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUBRIZOL FRANCE

25 Quai de France
BP 1062
76100 Rouen

Références : UDRD.2024.09.R.20
Code AIOT : 0005800574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement LUBRIZOL FRANCE implanté 25, Quai de France - B.P. n° 1062 - 76100 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite vise à récolter les engagements de l'exploitant émis suite à l'inspection du 22/04/2024 quant à la mise en conformité de son site sur le sujet des tuyauteries véhiculant des matières dangereuses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUBRIZOL FRANCE
- 25, Quai de France - B.P. n° 1062 - 76100 Rouen
- Code AIOT : 0005800574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Lubrizol développe une activité de fabrication et de vente d'additifs pour lubrifiants. Elle fournit des additifs pour les huiles pour moteurs et autres fluides de transport, des additifs et fluides pour les lubrifiants industriels et des additifs pour l'essence et le carburant diesel.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 2.4.10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation des pertes de confinement	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 8.5.10	Sans objet
3	Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'étanchéification des zones à l'aplomb des racks visant à garantir l'imperméabilisation du site, ainsi que les équipements destinés au traitement des eaux de surface avant rejet en Seine. L'exploitant transmettra **avant le 21/10/2024** la fiche de synchronisation de l'alarme de niveau haut du débourbeur-déshuileur du site.

L'inspection a constaté la bonne réalisation des contrôles de tuyauteries de transport de matières dangereuses en accord avec son plan d'inspection. En particulier, les lignes sondées sur lesquelles l'exploitant s'était engagé de se mettre en conformité vis-à-vis du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) disposent d'un état initial.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 2.4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin ou réservoir de confinement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxique ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.
Constats : L'exploitant a procédé durant le mois de juin à des travaux visant à parfaire l'étanchéification de son site afin d'interdire le transfert d'un liquide vers le milieu naturel en cas de perte d'intégrité d'une tuyauterie véhiculant des matières dangereuses, en particulier pour l'environnement. Ces travaux consistent en la pose d'une protection sous un rack de tuyauterie faisant office de gouttière en cas de fuite et redirigeant l'écoulement vers la collecte des effluents, ainsi que la pose d'un dallage à l'aplomb de certains racks. L'exploitant a indiqué que le dallage a une épaisseur minimale de 20 cm et est posé sur un ferrailage, de sorte à garantir l'étanchéification et de supporter les poids-lourds. L'inspection a constaté la réalisation des travaux. Le site est équipé d'un réseau de collecte des eaux de surface et des épandages hors rétentions. Les liquides collectés sont redirigés vers un bac tampon de 500 m³. A partir d'un niveau de bac défini par l'exploitant, un échantillonnage est réalisé afin de vérifier la compatibilité des eaux collectées avec les capacités de traitement de la station de traitement du site. Si l'échantillon n'est pas conforme car trop pollué, le bac tampon est vidangé dans des citernes pour évacuations des eaux en tant que déchets. S'il est jugé conforme, les eaux sont traitées par charbon actif et décantation avant rejet en Seine. En cas de dépassement du volume du bac tampon (cas des eaux d'extinction incendie), le réseau de collecte peut être dévié pour diriger les eaux vers la rétention d'un parc de stockage. Pour une des allées du site, les eaux de surface sont collectées, puis traitées par un débourbeur-déshuileur avant rejet en Seine. En cas de déclenchement du niveau haut hydrocarbure du débourbeur-déshuileur, une alarme est reportée en local, aux postes de contrôles du site et sur les bips des chefs de quart, de sorte à pouvoir isoler le débourbeur-déshuileur. <u>Demande n° 1 :</u> l'exploitant transmettra à l'inspection la fiche de synchronisation du report d'alarme du débourbeur-déshuileur <u>avant le 21/10/2024.</u> Comme déjà vérifié lors de précédents inspections/exercices, l'isolement du débourbeur-déshuileur entraîne une rétention des eaux en surface du site dans l'allée concernée, qui sont ensuite pompées et mises en citerne. Compte tenu de l'étanchéité du site, de son réseau de collecte et de traitement des eaux de surface, l'exploitant indique qu'un écoulement ne peut pas rejoindre le milieu naturel sans être intercepté (catégorie 0b selon le guide DT90 pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 04/10/10). L'inspection n'a pas d'observation à formuler.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limitation des pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 8.5.10
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries
Prescription contrôlée : Les tuyauteries de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles ainsi que leurs supports doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier électronique du 16/07/24 la mise à jour de sa procédure interne d'inspection des tuyauteries. Cette procédure définit la périodicité de suivi des lignes suivant le produit véhiculé, la présence d'un calorifuge et la gravité d'un accident potentiellement généré par une perte d'étanchéité. L'exploitant a identifié deux types de lignes, classées selon le guide professionnel reconnu DT96 : <ul style="list-style-type: none">• les lignes de classe 1 (danger le plus élevé) en raison des scénarios accidentels identifiés dans les études de danger, et la potentielle présence de fluides du groupe 1, toxique dans le cas du site. Ces lignes sont à contrôler tous les 60 mois;• les lignes de classe 4 (danger très faible), soumises à une surveillance. Ces lignes, transportant des fluides dangereux hors groupe 1, sont à contrôler tous les 60 mois si elles sont calorifugées, tous les 120 sinon. En effet, le retour d'expérience de l'exploitant montre que la température de service des lignes calorifugées, combinée à la retenue de l'eau en cas de dégradation du calorifuge, est un facteur important de corrosion. En cas de dégradation du calorifuge pouvant entraîner une introduction d'eau sur la ligne, l'exploitant réalise des mesures d'épaisseur sur les zones non protégées. Le contrôle des lignes est principalement visuel. En cas de signes de corrosion externe, des mesures d'épaisseur sont réalisées. L'exploitant a indiqué que le retour d'expérience des analyses métallurgiques des tuyauteries montrent une corrosion du fait des éléments extérieurs (humidité principalement) et non des fluides transportés, d'où le choix de ce plan d'inspection. L'absence de voies de transfert d'un épandage vers le milieu naturel (cf point de contrôle n°1) permet d'exclure le critère de sensibilité environnemental dans la classification des lignes, d'où l'absence de lignes de classe 2 ou 3 (cf. guide DT96). Comme décrit dans le rapport d'inspection du 30/05/2024, l'exploitant dispose d'une base de donnée afin de renseigner les caractéristiques de ces équipements. En outre, cette base de donnée renseigne sur la présence ou non d'un calorifuge, et renvoie vers son dernier rapport d'inspection. L'exploitant a déclaré que l'ensemble de ces tuyauteries de matières dangereuses ont été contrôlées dans les délais définis par son plan d'inspection. L'inspection a sélectionné par sondage des tuyauteries appartenant à la classe 1 et à la classe 4. L'ensemble des tuyauteries choisies a subi une inspection dans les délais fixés par le plan d'inspection. L'exploitant a transmis l'état initial et la fiche de contrôle des lignes sélectionnées. Pour une des lignes, l'état initial indique que le fluide est du groupe 1 alors le rapport de contrôle mentionne un fluide du groupe 2. L'exploitant a déclaré par courrier électronique du 19/09/24 que le fluide est bien du groupe 1, et que le rapport de contrôle sera corrigé en conséquence.

Des observations ont été constatées et ont fait l'objet d'un avis de maintenance. L'ensemble des rapports de contrôle conclut sur le possible maintien en service des lignes sélectionnées par l'inspection.

Commentaire n° 1 : l'inspection considère que la procédure révisée est conforme à l'état de l'art et que les engagements de l'exploitant ont été respectés. L'exploitant doit à présent être attentif au bon suivi de sa procédure et au suivi régulier des avis de maintenance édités à l'occasion des inspections.

Concernant la mise à jour des PID (schéma tuyauterie et instrumentation) de l'ensemble des tuyauteries de matières dangereuses, l'exploitant a indiqué qu'un quart des schémas restait à finaliser.

Commentaire n° 2 : L'inspection rappelle que les PID seront à lui transmettre une fois leur finalisation effectuée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries et capacités

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 22/04/2024 où ont été relevés des non-conformités concernant les tuyauteries relevant du "Plan de Modernisation des Installations Industrielles" (PM2I), l'exploitant a détaillé par courrier du 02/05/24 les actions qu'il s'engage à réaliser, sur la base du guide professionnel reconnu DT90, afin de se mettre en conformité dans les plus brefs délais:

- pour les tuyauteries dont la perte d'étanchéité peut mener à un accident majeur de gravité au moins "importante" au sens de l'arrêté du 29/09/2005, l'exploitant procède à leur contrôle durant le mois de mai.
- pour les tuyauteries véhiculant des substances dangereuses pour l'environnement concernées par cet article, l'exploitant réalise des travaux d'étanchéification des sols à l'aplomb des tuyauteries de façon à ce qu'une perte d'étanchéité ne puisse générer un risque environnemental important (zone 0b - zone réputée étanche collectée). Les travaux sont finalisés pour fin juin. Il s'agit d'un critère d'exclusion du périmètre du PMII issu du guide professionnel reconnu DT90.

Comme décrit dans le point de contrôle n° 1, l'exploitant a réalisé les travaux d'étanchéification et de protection des rejets aqueux, de façon à interdire le transfert d'un produit dangereux pour l'environnement vers le milieu naturel lors d'un épandage. Ce point est réputé satisfait.

De même, comme décrit dans le point de contrôle n° 2, l'inspection a constaté, par sondage, la réalisation d'états initiaux et des contrôles de lignes soumises au PMII selon le crière "accidentel". L'exploitant a indiqué par courriel du 19/09/2024 que les états initiaux ont consisté en la vérification de l'adéquation des PID (schéma tuyauterie et instrumentation) avec l'installation sur site. Ces PID sont annexés aux rapports de contrôle de ces tuyauteries. Conformément au guide DT96, les états initiaux renseignent sur:

- le diamètre nominal (DN);
- la pression nominale (PN);
- l'épaisseur nominale;
- le fluide véhiculé;
- les température et pression d'exploitation;
- les températures et pressions de calcul;
- les matériaux de la ligne;
- les revêtements de protection internes et externes ;
- la présence d'isolants ;
- les codes de construction;
- les équipements reliés par la ligne.

Commentaire n° 3 : l'inspection considère que les engagements de l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 04/10/10 relatifs au Plan de Modernisation des Installations Industrielles sur ses tuyauteries ont été tenues.

Type de suites proposées : Sans suite